

PERTES ET DEGATS OCCASIONNES PAR LES RAVAGEURS ET LES MALADIES SUR LES PRODUCTIONS AGRICOLES ET LES FORETS : NECESSITE DE RENFORCER LES STRUCTURES DE RECHERCHE EN MATIERE DE PHYTOPROTECTION.

Cheikh MOHAMED, Laboratoire de Phytoprotection, ISERST, BP 486. Djibouti, Rép. de Djibouti.

Les productions agricoles et les forêts sont souvent détruites partiellement ou totalement par des ravageurs de toutes sortes et des maladies diverses, et ce à tous les stades de développement (germination, levée, pleine végétation, maturité) puis enfin pendant le stockage.

La lutte contre ces différents facteurs limitants est très complexe.

Elle a posé des problèmes très ardues aux producteurs, les commerçants et les différents responsables professionnels et politiques tout au long de l'histoire de l'humanité (il faut se rappeler les famines causées par les invasions de criquets ou de certains autres ravageurs dans beaucoup de pays) et posent les mêmes problèmes actuellement.

Dans les pays plus développés, qui ont pu atteindre un degré très avancé dans les techniques de lutte contre les différents ravageurs, les pertes n'ont pas pu être réduites en dessous d'un certain seuil; cette lutte a cependant engendré des problèmes parmi lesquels nous citerons les suivants :

- effets toxiques des pesticides sur la santé de l'homme et son environnement,
- apparition de souches résistantes.

Pour les pays en voie de développement, la situation est encore plus dramatique.

Les techniques de lutte sont peu ou pas maîtrisées et les destructions dues aux différents ravageurs restent très élevées et accentuent un déficit alimentaire très sévère

et une désertification largement entretenue par un pâturage et des conditions d'aridité extrêmes.

Les pertes se traduisent par des productions à l'hectare très basses. Ces pertes peuvent atteindre des proportions très élevées allant jusqu'à 50 % et parfois même 100 % dans le cas des invasions accidentelles de criquets par exemple.

En République de Djibouti, les observations faites dans certaines régions par le laboratoire de la protection des cultures de l'ISERST, ont révélé :

- des manques à la levée allant jusqu'à 30 à 40 %,

- des jeunes plants dévorés par des insectes de l'ordre de 20 %,

- des productions très détériorées, surtout dans les cultures de melon (attaques de larves de lépidoptères et de diptères atteignant parfois plus de 25 % des fruits). Nous avons même constaté le cas d'agriculteurs qui arrachent carrément leurs plantations avec des fruits bien formés mais pourris.

- dans le domaine de la lutte contre la désertification, nous avons constaté de très fortes attaques d'insectes sur des espèces végétales classées comme prioritaires ou en voie de disparition aussi bien sur des arbres âgés que sur des arbres jeunes.

Les problèmes rencontrés au cours de nos déplacements dans les régions visitées à Djibouti sont très divers et sont dus à plusieurs facteurs :

- facteurs physiques : les effets du vent ne semblent pas être compris, beaucoup de parcelles ne disposent pas de réseaux de brise-vent,

- facteurs chimiques : la salinité des sols et des eaux d'irrigation provoquent des phénomènes d'intoxication chez les plantes et de prédisposition aux maladies,

- facteurs biologiques : ces facteurs sont les plus nombreux. On rencontre des rongeurs comme les lapins, des oiseaux qui dévorent le sorgho par exemple, des dégâts d'aleurodes, de mouches (mineurs des feuilles, larves dans les fruits...), des pucerons, des punaises... Ces ravageurs sont parfois transmetteurs de maladies à virus. Chez les arbres fruitiers, nous avons constaté certains cas de gommoses.

Pour ce qui est de la lutte, nous avons rencontré deux cas de figures :

- la plupart des agriculteurs que nous avons visités n'utilisent pas de pesticide,

- une minorité utilise des pesticides, mais souvent les résultats sont médiocres, l'intervention étant soit tardive soit le produit utilisé n'est pas approprié....

Une telle situation est préjudiciable à l'agriculture en général et aux agriculteurs en particulier. Elle pourrait décourager à plus ou moins brève échéance tout apport de capitaux pour toute mise en valeur des terrains agricoles.

L'intervention et la lutte contre ces ravageurs et maladies par des moyens appropriés sont indispensables. On pourrait être tenté par la solution de facilité en appliquant des pesticides et croire que le problème va être résolu, sans faire les frais d'une recherche "longue et couteuse". Pour notre part nous considérons ce raisonnement très simpliste car il ne prend pas en compte la complexité du problème,

même dans les pays ayant un très haut niveau de technicité en matière de production alimentaire.

Tout d'abord, les pesticides sont des produits toxiques qu'il n'est pas prudent de manipuler sans précaution ni discernement. Ils sont nocifs pour la santé de l'homme et son environnement. Ils peuvent provoquer des déséquilibres biologiques s'ils sont utilisés sans grande maîtrise.

L'existence d'un service de protection des cultures dans le pays est ainsi d'une très grande importance. Ce service a pour tâche d'intervenir sur le terrain afin d'encadrer les agriculteurs et les familiariser avec les techniques les plus appropriées pour combattre les ennemis des cultures.

Mais il ne faut pas se leurrer, un tel service verra très vite son efficacité diminuer du fait de la difficulté de répondre aux demandes urgentes, variées et complexes, et en même temps opérer à des investigations pour faire évoluer les connaissances. En effet, les pesticides, les techniques de lutte, les réactions des agents ennemis et destructeurs des cultures changent tellement vite qu'il est impensable de croire qu'un tel service d'intervention sur le terrain puisse faire face à ces problèmes de façon efficace. D'ailleurs, dans la plupart des pays, il existe des centres spécialisées de recherche. Les équipes de ces centres ont la possibilité d'approfondir leurs investigations sans être dérangées par les problèmes quotidiens.

La création et le renforcement d'un laboratoire de recherche en matière de phytoprotection est à notre avis une nécessité pour permettre un développement harmonieux de l'agriculture.

Ce laboratoire, qui est en cours de création à l'ISERST, aura pour tâche :

- d'étudier la biologie des agents pathogènes et des déprédateurs animaux,
- de rechercher les moyens de lutte les plus modernes qui tiennent compte de la sensibilité des ravageurs à l'égard des

produits et des techniques utilisées, des stades phénologiques des végétaux, et des moyens appropriés pour préserver la santé de l'homme et l'équilibre de son environnement.

Une telle entreprise n'est pas aisée. Il s'agit tout d'abord de constituer une équipe de scientifiques, techniciens et ouvriers spécialisés. Sa première mission sera de classer les problèmes par ordre d'importance du point de vue économique et/ou social. Par la suite, d'autres sujets seront abordés compte tenu des possibilités financières et des capacités de formation en personnel spécialisé.

Plusieurs étapes sont donc à considérer :

- **à court terme** : - il faut inventorier les agents nuisibles et les classer par ordre d'importance économique et/ou sociale,

- apporter des solutions aux problèmes urgents posés par les agents les plus nuisibles, c'est-à-dire recenser les problèmes les plus "aigus" et élaborer des méthodes pour abaisser les dégâts occasionnés aux productions agricoles à un degré économique acceptable, permettant un développement de l'agriculture et un certain attrait pour les investissements publics et privés. Un appui particulier sera donné à la lutte contre la désertification en protégeant surtout les plantes en voie de disparition et/ou classées comme prioritaires. Cet appui contribuera à diminuer les effets négatifs du surpâturage et de l'érosion.

- **à moyen terme** : - augmenter les capacités techniques et scientifiques de l'équipe du laboratoire de phytoprotection,

- étendre les recherches à d'autres sujets.

- **à long terme** : - veiller au maintien d'un équilibre biologique en

tenant compte de la santé de l'homme et de son environnement,

- assurer un revenu stable aux populations agricoles du pays,

- contribuer à garantir une sécurité alimentaire à l'ensemble des populations du pays,

- acquérir des données scientifiques et techniques permettant au pays d'augmenter ses connaissances et ses capacités pour résoudre ses problèmes,

- faire avancer les connaissances agronomiques et scientifiques spécifiques à la région et développer la collaboration et les échanges avec les pays voisins en matière de protection des cultures et/ou avec ceux intéressés par cette collaboration.

Les ravageurs animaux, les agents pathogènes et les facteurs physiques constituent les facteurs les plus importants de l'agriculture et de son développement.

En République de Djibouti ou ailleurs, les conditions de culture et de production sont particulièrement difficiles ; les problèmes phytosanitaires se posent d'une façon aiguë. En effet, le pays doit au moins garantir sa sécurité alimentaire. Il ne s'agit donc pas de laisser détruire la production déjà existante. L'étude de ces facteurs de destruction en laboratoire et sur le terrain, la recherche des techniques les plus originales pour venir à bout des ravageurs et agents pathogènes constituent une part importante dans la maîtrise des facteurs de production. A cet effet, la création d'un laboratoire de phytoprotection est "très rentable" aussi bien à court qu'à moyen ou long terme.